

# Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

## Votation populaire 4

L'élection du Conseil fédéral par le peuple renforce les droits populaires.



## Loi sur l'asile 8

Le 9 juin, le peuple se prononcera sur la révision de la loi sur l'asile.



## Nouvelle initiative populaire 11

Oui à la protection de la sphère privée. Que veut la nouvelle initiative ?



dietschi  
DRUCK & MEDIEN OLTEN



Bien plus qu'une imprimerie.

Dietschi AG Druck & Medien | Ziegelfeldstrasse 60 | 4601 Olten  
Telefon 062 205 75 75 | Telefax 062 205 75 00  
www.dietschi.ch | info@dietschi.ch

## Non à la vignette autoroutière à 100 fr.



Le trafic routier est de plus en plus accablé par les taxes, les impôts et redevances et sert de plus en plus de vache à lait pour toutes sortes de désirs.

Le Conseil fédéral ainsi qu'une majorité du Conseil national et du Conseil des Etats veulent renchérir de 40 à 100 francs la vignette autoroutière à partir de 2015. Cela correspond à une augmentation massive de 150%.

Annuellement, l'Etat encaisse plus de 9.5 milliards de francs d'impôts, de redevances et de taxes provenant du trafic individuel, soit en majorité des automobilistes et des motocyclistes. Aujourd'hui, la circulation individuelle privée se finance en couvrant les frais induits, laissant même un excédent. Actuellement 70% de ces 9.5 milliards de francs sont affectés à d'autres financements que les transports individuels privés. L'argent des automobilistes et des motocyclistes passe en grande partie dans les caisses de la Confédération pour financer des transports publics.

Tous ceux qui possèdent plusieurs véhicules, avec ou sans plaques interchangeables, (une voiture, une moto-cyclette, une remorque) sont taxés de manière démesurée. Il s'agit d'une arnaque injuste pour tous les utilisateurs des transports individuels privés.

Avec la nouvelle réglementation, les étrangères et les étrangers de passage en Suisse, devront seulement payer 40 francs la vignette pour deux mois, alors que les Suissesses et les Suisses qui n'utilisent pas souvent l'autoroute (à l'exemple des motards ou des propriétaires de remorques) seront tenus d'acheter la vignette au prix de 100 francs.

**Signez maintenant le référendum grâce à la feuille de signature annexée!**



# Prendre les choses en main

**L**e prochain passage aux urnes est un devoir pour chaque membre de notre parti. Il s'agit notamment d'une initiative populaire lancée par l'UDC elle-même. Le 9 juin 2013, nous voterons pour décider si le peuple pourra à l'avenir élire lui-même le Conseil fédéral. L'enjeu dépasse de loin la question de savoir si les citoyens pourront élire au scrutin populaire, tous les quatre ans, les membres du Conseil fédéral, en même temps que ceux du Conseil national et du Conseil des États. Il s'agit de savoir à qui nous faisons encore confiance dans ce pays, si le souverain est encore pris au sérieux et si notre gouvernement s'occupera à l'avenir réellement des vrais problèmes, ou s'il continuera d'esquiver les questions les plus essentielles.

### Le Conseil fédéral fait-il toujours son travail ?

Le Conseil fédéral en fait-il aujourd'hui assez pour lutter contre les graves dysfonctionnements dans le domaine de l'asile ? Est-il prêt à se pencher sur les problèmes de la population liés à l'immigration ? S'engage-t-il fermement pour que des mesures soient prises contre la criminalité et que nous puissions toujours nous sentir en sécurité, partout en Suisse ? Défend-il à l'étranger aussi, sans compromis, les intérêts de la Suisse ? Quiconque a des doutes à ce sujet doit en tous les cas déposer un Oui dans l'urne le 9 juin. Seul un Conseil fédéral qui répond directement de ses actes auprès du peuple se voit dans l'obligation de mettre en œuvre les décisions populaires, et de tenir compte des préoccupations et

des besoins des citoyens. Seul un Conseil fédéral élu par le peuple s'engage en faveur de l'indépendance du pays et contre une adhésion à l'UE, rejetée par la grande majorité de la population.

### L'exemple de la ministre de la justice Simonetta Sommaruga

Plus de deux ans et demi se sont écoulés depuis la votation populaire sur le renvoi des criminels étrangers. Le peuple a accepté notre initiative UDC, qui est aujourd'hui un texte constitutionnel. Le Parlement devrait à présent élaborer un texte. Or aucun message contenant un projet de loi n'est publié par la responsable, la ministre de la Justice Simonetta Sommaruga. Elle ne fait pas son travail, à croire qu'elle s'y refuse. Si elle devait être reconduite dans ses fonctions par le peuple dans un peu plus de deux ans, je suis convaincu qu'elle respecterait mieux la volonté populaire et qu'elle appliquerait plus rapidement les décisions. En cas d'élection par le peuple, elle devrait en effet rendre compte de son travail aux électeurs. Si celui-ci n'est pas effectué de manière satisfaisante, elle ne sera logiquement pas réélue.

### Peur du peuple ?

Quiconque s'oppose à l'élection du Conseil fédéral par le peuple n'a manifestement aucune confiance en la population de notre pays. Pourtant, ce sont nos droits populaires et la démocratie qui ont fait de la Suisse ce qu'elle est aujourd'hui : un pays merveilleux et libre, dans lequel chacun peut s'épanouir, un pays offrant des perspectives d'avenir et une bonne qualité de vie. Le

fédéralisme et le droit de codécision du peuple ont considérablement contribué à la prospérité de la Suisse. Le pouvoir restreint des politiques est ici un facteur important. Les parlementaires émettent en effet des lois différentes et tiennent davantage compte de l'intérêt commun s'ils savent que le peuple dispose, grâce au référendum, d'un droit de veto lui permettant d'enterrer des décisions erronées.

### Front contre l'UDC

Bien entendu, la plupart des politiques rejettent l'élection par le peuple. Celle-ci provoquerait après tout un transfert de compétences du Parlement au peuple. La classe politique et les médias refusent aussi pour la plupart l'élection par le peuple, parce que le système actuel d'élection du Conseil fédéral par le Parlement leur assure un pouvoir et une influence supérieurs. Le Parlement est en effet plus sensible à la pression médiatique que les citoyens et citoyennes. Il faut à présent se serrer les rangs au sein de l'UDC. Face au concept des autres partis, qui remettent toujours davantage en cause les droits populaires, nous devons aujourd'hui apporter une réponse claire. Il y a lieu de renforcer les droits populaires, et non de les restreindre. C'est pourquoi nous voterons OUI à l'élection du Conseil fédéral par le peuple. Je vous en remercie de tout cœur.

Toni Brunner, conseiller national, président de l'UDC Suisse

# Non aux expériences communistes

**Le marché du travail flexible et libéral, dans lequel les partenaires sociaux responsables des places de travail fixent les conditions-cadre, a toujours été un atout important de la place économique suisse. Avec les initiatives 1:12 et pour le salaire minimal, qui passeront prochainement en votation, nous risquons de nous priver de cet atout à la légère. À une époque où les régimes communistes sont devenus, partout dans le monde, des modèles exotiques et dépassés, la gauche suisse souhaite redonner vie à des recettes socialistes inadaptées au monde économique.** par Martin Baltisser, secrétaire général UDC Suisse

Avec les initiatives 1:12 et pour le salaire minimum, l'État pourrait à l'avenir intervenir directement dans la fixation des salaires pour les entreprises privées. La liberté de contracter entre employeurs et employés serait ainsi révoquée. L'État aurait la compétence de fixer les salaires, dans les segments supérieurs ou inférieurs. La Suisse reprendrait ainsi des principes économiques dormant dans les fonds de placards socialistes. Ce serait fatal à la place économique suisse, dans le contexte concurrentiel international du 21<sup>e</sup> siècle. Que même des milieux économiques de la gauche modérée puis-

sent admettre que notre pays serve de bac à sable idéologique pour socialistes en herbe est préoccupant. On s'en prend ici en fin de compte ni plus ni moins à un partenariat social acquis au prix de nombreux efforts, dans lequel employeur et employé sont tenus de s'asseoir à une table et de négocier avec leurs interlocuteurs des solutions supportables et concurrentielles. Un modèle à succès, grâce auquel la Suisse obtient, depuis des décennies,

en danger des emplois, ce qui rendrait particulièrement difficile l'intégration de certaines catégories de personnes aujourd'hui vulnérables et affecterait certaines régions et certaines branches plus particulièrement. »

*« Plutôt que de limiter efficacement l'immigration, on procède à un traitement néfaste des symptômes, au détriment de la place économique. »*

*Martin Baltisser, secrétaire général UDC Suisse*

d'excellentes notes en matière de taux de chômage, de chômage des jeunes, de revenu par ménage et de pouvoir d'achat.

## Pas de concessions inutiles

En aucun cas les milieux bourgeois ne doivent à présent s'opposer à l'initiative pour le salaire minimum par un contre-projet. Les signaux en ce sens de partis du centre sont incompréhensibles, car même le Conseil fédéral s'adresse pour une fois au Parlement sans détour dans son message : « Un salaire minimal légal national tel que prévu par l'initiative serait de nature à compromettre le bon fonctionnement du marché du travail. Il pourrait mettre

## Toujours plus d'ingérences étatiques

Il est déjà inquiétant que le Parlement fédéral fasse passer, sous prétexte de dites « mesures d'accompagnement » pour la libre circulation avec l'UE des exigences syndicales : extension des conventions collectives, responsabilité solidaire, plus de bureaucratie et de contrôles. Notre marché du travail flexible est restreint un peu plus lors de chaque session parlementaire, ce qui affaiblit la compétitivité de la place économique. Cette évolution résulte notamment de la vulnérabilité des partis du centre aux pressions liées à la libre circulation des personnes. Plutôt que de limiter efficacement l'immigration, on procède à un traitement néfaste des symptômes, au détriment de la place économique. Ainsi, les partis du centre se muent toujours davantage en assistants des syndicats et des partis du centre.



**Les initiatives socialistes nuisent à la place économique suisse et vont coûter des places de travail.**



# 4 Votation populaire

## Citation

« L'augmentation des prévenus s'observe chez les non résidents »

Communiqué de presse de l'Office fédéral de la statistique. 25.03.2013

## Zoom

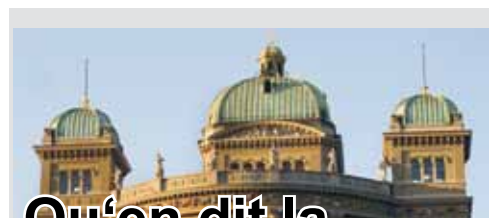
Avec 220 délits pour 1'000 habitants, Lausanne est devenue la ville avec le plus important taux de criminalité de Suisse.



## Chiffre

**+117%**

Le nombre de délits pénaux, qui ont été le fait de personnes provenant de l'asile, a plus qu'augmenté durant les trois dernières années.



## Qu'en dit la Confédération ?

En 2012, la statistique policière de la criminalité de l'Office fédéral de la statistique (OFS) dénombrait 750'371 infractions. Par rapport à l'année précédente, les infractions au Code pénal ont augmenté de 9% (+52'026 infractions). Cette augmentation est particulièrement marquée pour le vol (+11%, +24'276). Les dénonciations d'infractions ont également augmenté pour la loi sur les étrangers (+15%, +4687) et dans une moindre mesure pour la loi sur les stupéfiants (+2%, +1651).

## Renforcer la démocratie directe

Les droits de participation démocratique sont un point fort de la Suisse. Le peuple peut toujours agir pour corriger les décisions, lorsque cela semble nécessaire. Ce système nous garantit stabilité, sécurité du droit et des conditions-cadre fiables. Tout le monde en profite, que ce soient les citoyens, l'économie ou l'industrie.

Aujourd'hui, toutes les élections ou presque aux niveaux cantonal, communal et fédéral sont prises par le peuple. Nous élisons les conseillers communaux et municipaux, les conseillers nationaux et aux États, ainsi que les conseillers d'État et les membres du législatif cantonal. Même les juges, les fonctionnaires de l'office des poursuites, etc., sont en Suisse souvent élus par le peuple. Cela fonctionne parfaitement et aucune critique n'a quasi jamais été soulevée à ce sujet.

La population n'a pas toujours eu autant de droits. Par le passé, la plupart des cantons élisaient leur gouvernement à travers le Parlement. Seuls les cantons à Landsgemeinde faisaient exception. Entre 1847 (Genève) et 1921 (Fribourg), tous les cantons sont néanmoins passés à l'élection de l'exécutif par le peuple. Dans les cantons multilingues, où il est nécessaire de protéger les minorités linguistiques, des dispositions correspondantes sont inscrites dans la constitution. L'élection des exécutifs cantonaux par le peuple est aujourd'hui incontestée et a fait ses preuves dans tous les cantons. La stabilité politique n'en a pas souffert, au contraire.

L'évolution a été semblable s'agissant de l'élection des représentants cantonaux. À l'exception des cantons à Landsgemeinde, qui avaient de tout temps désigné leurs conseillers aux États à la Landsgemeinde, les compétences à ce sujet n'ont été confiées à la population que plus tard. Zurich a introduit l'élection des conseillers

aux États par le peuple en 1869, Genève en 1893, Saint-Gall en 1967, Neuchâtel en 1971 et Fribourg en 1972 seulement. Dans le canton de Berne, le Grand Conseil a même continué à élire les deux conseillers aux États jusqu'en 1977.

Question de cohérence : Un peuple capable d'élire les membres du gouvernement cantonal ou les conseillers aux États est certainement aussi en mesure d'élire

*« Un peuple capable d'élire les membres du gouvernement cantonal ou les conseillers aux États est certainement aussi en mesure d'élire le Conseil fédéral. »*

*Gregor A. Rutz, conseiller national (ZH)*

le Conseil fédéral. Pourquoi certains s'y opposent-ils ?

Il va de soi que de nombreux parlementaires sont contre l'élection du Conseil fédéral par le peuple : ils y perdraient de leur influence. Il ne serait plus possible de tirer les ficelles et de conclure des ententes secrètes la nuit précédant les élections du Conseil fédéral. Les élections seraient ainsi plus transparentes et plus crédibles.

La confiance dans la démocratie est caractéristique de notre pays – elle a porté ses fruits. Il n'y aura pas « d'américanisation » – la Suisse fonctionne autrement. Les gags de campagne et l'injection massive de fonds pour soutenir un candidat n'ont jamais eu grand succès dans notre pays. Les campagnes de votation relatives à l'initiative Minder, mais aussi à l'initiative sur l'internement à vie, illustrent comment il est possible de réunir une majorité de la population autour d'un thème, même

avec peu de moyens.

Le conseiller national PS Stefan Gschwind l'a parfaitement exprimé le 8 juin 1900 : « Nous savons tous que la situation économique est différente en Amérique, très différente de la nôtre. (...) Nous ne devons pas nous étonner que les élections y soient menées dollar en main. On ne saurait dire cela du peuple suisse. (...) Ainsi, je considère que l'on peut confier sans attendre et sans crainte l'élection du Conseil fédéral au peuple suisse. » Une étude du DFJP a récemment aussi abouti à la conclusion que l'influence de l'argent sur les décisions politiques ne saurait être surestimée (21.2.2012). Il est peu crédible que le Conseil fédéral affirme aujourd'hui le contraire.



par Gregor A. Rutz,  
conseiller national,  
Küsnacht (ZH)



*L'élection du Conseil fédéral par le peuple est une bonification des droits populaires et une marque de confiance à l'égard du peuple.*

## Une initiative qui a bientôt 20 ans d'histoire

Les origines de l'initiative sur l'élection du Conseil fédéral par le peuple remontent – contrairement à divers commentaires superficiels dans les médias – loin dans les années 90 du siècle dernier. En été 1998, l'UDC a organisé autour de ce thème particulier une journée très appréciée, après des années de vifs débats au sujet d'une élection par le peuple au sein du parti. L'assemblée des députés a décidé, en 1998, après de longues délibérations, de continuer à porter l'idée d'une « élection du Conseil fédéral par le peuple ». Un groupe de travail interne a alors été constitué et a présenté, en 1999, un rapport sur les possibilités de l'introduction de l'élection par le peuple, proposant une voie passant par une initiative populaire. En janvier



2000, l'UDC a ensuite présenté, en conférence de presse, son concept « L'élection du Conseil fédéral par le peuple ». À titre d'étape intermédiaire, la fraction UDC a déposé en 2004 des interventions en vue d'une élection des conseillers fédéraux au scrutin de liste, par les Chambres fédérales – un projet qu'elle a placé dans l'agenda politique en 1995 déjà. Après l'échec des tentatives de modification du système de l'élection du Conseil fédéral, le projet d'élection par le peuple a pris corps. Les députés de l'UDC Suisse ont finalement adopté le principe de lancement d'une initiative populaire le 22 août 2009 à Coire, par 358 voix contre 28. Le texte a reçu sa version définitive à l'assemblée des députés suivante à Genève et la récolte des signatures a débuté début 2010.



## 6 Défense nationale

Interview d'Alex Kuprecht, conseiller aux Etats, au sujet du Gripen

# « Les émotions relèguent le débat objectif au second plan »

Le conseiller aux Etats Alex Kuprecht (SZ) est vice-président de la Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats et donc un spécialiste des questions militaires. Franc-parler l'a interrogé au sujet du Gripen et de l'armée.

**M**onsieur le conseiller aux Etats, ces derniers mois on a pu lire de nombreux articles concernant la défense nationale. En tant que vice-président de la Commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats, que pensez-vous de l'actuelle controverse ?

Alex Kuprecht : Le débat se situe en ce moment à un niveau très émotionnel. D'une part, nous serons bientôt appelés à nous prononcer sur l'initiative lancée par le GSsA, visant l'abrogation du service obligatoire, et d'autre part, le Parlement se penchera prochainement sur le remplacement des avions Tiger. Les émotions, attisées par les médias, relèguent le débat objectif au second plan.

**Êtes-vous satisfait de la collaboration avec le Département de votre conseiller fédéral ?**

Alex Kuprecht : La collaboration avec le DDPS se déroule bien. Tant le conseiller fédéral Maurer que ses collaborateurs font du bon travail et se montrent toujours ouverts aux sollicitations de la Commission.

**Combien d'avions de combat Gripen seront achetés et à quel prix ?**

Alex Kuprecht : Selon le message concernant le programme d'armement 2012, il est prévu d'acquérir 22 Gripen qui remplaceront les 54 Tiger F-5, devenus obsolètes. La Suisse disposerait ainsi d'avions en nombre plus réduit mais plus performants. Le prix fixe pour les 22 Gripen est de 3 milliards de francs. Avec les 22 Gripen et les 33 F/A-18, la Suisse disposera alors au total de 55 avions. Ce n'est qu'une fraction de l'ancienne flotte aérienne ! Elle sera toutefois en mesure de remplir ses missions.

**Pourquoi le Gripen a-t-il gagné face à ses concurrents ?**

Alex Kuprecht : Le Gripen est d'une part plus économique que ses concurrents. Il présente en outre le meilleur rapport qualité-prix et génère aussi le moins de frais d'entretien. Il convient en effet de prendre en compte que l'armée se compose non seulement d'une armée de l'air, mais aussi de troupes au sol, et que la logistique de celles-ci doit être assurée. Notre Commission a signalé, lors des débats relatifs au Rapport sur l'armée, qu'il

manque à cet effet près de 1.5 milliard de francs et que seule une faible partie de l'armée de terre est équipée.

**Quels sont les points clés d'une armée efficace pour notre Suisse ?**

Alex Kuprecht : La décision du Parlement de fixer les effectifs de l'armée à 100'000 hommes, ainsi qu'un plafonne-

*« La collaboration avec le DDPS se déroule dans le respect mutuel. Tant le conseiller fédéral Maurer que ses collaborateurs font du bon travail. »*

*Alex Kuprecht, conseiller aux Etats (SZ)*

ment des dépenses à 5 milliards sont les règles impératives. Il est en outre nécessaire de combler les lacunes en matière d'équipement et de mettre au point des programmes d'armement planifiables pour l'avenir à hauteur de 750 millions de francs environ, pour remplacer le matériel vétuste. La formation doit correspondre aux standards actuels. Quant à l'organisation de la mobilisation, elle doit toujours être flexible.

**En mars 2013, le Conseil des Etats, emboîtant le pas au National, a rejeté l'initiative pour l'abrogation du service militaire obligatoire. Qu'en dites-vous ?**

Alex Kuprecht : La garantie d'une armée de défense fonctionnelle est impossible sans obligation de servir. Pour vivre en liberté et en paix, il est nécessaire que chacun soit suffisamment en bonne santé pour servir la communauté. Ce n'est pas réalisable sur une base volontaire. L'initiative lancée par le GSsA est une suppression déguisée de l'armée, raison pour laquelle elle doit être fermement rejetée.



*« L'initiative lancée par le GSsA est une suppression déguisée de l'armée. », affirme le conseiller aux Etats Kuprecht.*

# Non à encore plus de taxes

**Non à une augmentation de la vignette de 150 %, non à la multiplication des taxes, frais et impôts sur le transport automobile privé, non à des conséquences désastreuses sur les finances des PME et non à la favorisation des étrangers !**

Saviez-vous que les citoyens suisses n'avaient accepté la vignette en 1985 que parce qu'on lui avait promis une mesure provisoire, limitée à quelques années, pour soulager les finances fédérales ?

Dix ans plus tard, la vignette a été prolongée pour une durée indéterminée et son prix est passé de 30 à 40 francs.

qu'aucune plus-value substantielle n'est dans un premier temps générée pour les usagers. En effet, l'affectation des fonds à l'amélioration annoncée du réseau routier est une autre question. Le coût effectif des routes est par ailleurs actuellement déjà assumé à 115 % par les utilisateurs du trafic motorisé privé, de sorte que l'équilibre financier est déjà assuré.

## Fonds détournés de la route

La circulation sur les routes suisses a fortement augmenté. En 20 ans, la fréquence sur les autoroutes a doublé. Pendant cette période, la population a crû d'un million de personnes, avant tout en raison de l'immigration. L'infrastructure routière est toutefois très à la traîne. Il est urgent d'adapter les voies de circulation à la situation nouvelle, de les étendre, faute de quoi on va vers la catastrophe. L'extension néces-

saire coûtera sans conteste beaucoup d'argent. Certains tentent désormais d'augmenter progressivement les taxes sur la circulation, notamment le prix de la vignette autoroutière et le supplément sur le carburant. Mais est-ce justifié et nécessaire ? Si l'on observe les taxes actuelles sur la circulation privée de plus près, on constate rapidement que celle-ci



apporte actuellement déjà des sommes considérables à l'État. Le revenu global de la Confédération provenant des impôts sur les routes, sur les voitures et sur les motocycles étaient déjà proches de 9.5 milliards de francs en 2011. C'était 270 millions de francs de plus que l'année précédente et correspond à presque un sixième du revenu fiscal total de la Confédération. Près de 4 milliards se sont retrouvés dans la caisse générale de la Confédération, et deux milliards environ ont été affectés aux transports publics. À cela s'ajoutent encore les impôts cantonaux sur le trafic motorisé, soit près de 2 milliards de francs. La charge fiscale par litre d'essence et de diesel s'élève à environ 90 centimes, donc à près de 50 % du prix total.

Une vue d'ensemble de l'extension des coûts et du financement est à présent nécessaire, tant pour la circulation automobile privée que pour le trafic ferroviaire. Les augmentations non planifiées et par petites tranches de taxes particulières telles que la vignette autoroutière, le prix de l'essence ou l'impôt sur les véhicules automobiles, tout comme le détournement des fonds générés par la route doivent être fermement rejetés. Il est grand temps d'ouvrir un débat public au niveau suisse. Et c'est au peuple que doit revenir le dernier mot !



© 2013 - Karl-Heinz Hug

**Les conseillers nationaux Nadja Pieren (BE) et Walter Wobmann (SO) s'engagent contre la surtaxation des automobilistes.**

Aujourd'hui, certains veulent plumer les usagers de la route sur deux et quatre roues, et ce, dans une mesure inacceptable. L'augmentation à 100 francs, ce qui représente une hausse de 150 %, vise à répercuter sur les usagers de la route le surcoût pour la Confédération résultant de la nouvelle répartition des tâches entre celle-ci et les cantons, et ce, alors



par Walter Wobmann,  
conseiller national,  
Gretzenbach (SO)



## 8 Révision de la loi sur l'asile

# Mettre fin aux abus de masse

« La route de l'enfer est pavée de bonnes intentions ». Rien n'illustre mieux ce dicton de la sagesse populaire que la politique suisse en matière d'asile. Quelle meilleure intention que celle de sauver son prochain des affres de la persécution politique ? Quel enfer plus réussi que celui d'une politique qui parvient à transformer un pays sûr et respecté en paradis du crime et poubelle de l'Europe ?

La Suisse est fière d'offrir un refuge de qualité à ceux qui remplissent les conditions prévues par le droit international de l'asile auquel elle a souscrit. Et elle tient à pouvoir continuer à le faire dans de bonnes conditions. Le problème est que si tous les demandeurs d'asile ne sont pas des abuseurs ou des criminels, tous les abuseurs et tous les criminels ont en revanche pour pre-

mier réflexe lorsqu'ils souhaitent exercer leurs talents en Suisse d'y déposer une demande d'asile. Pour 28'631 nouvelles demandes en 2012 (+27% par rapport à 2011), 2'507 cas d'asile ont été reconnus la même année, soit un ratio de 8,7%. C'est dire que plus de 9 requêtes sur 10 sont déposées pour d'autres raisons que l'asile.

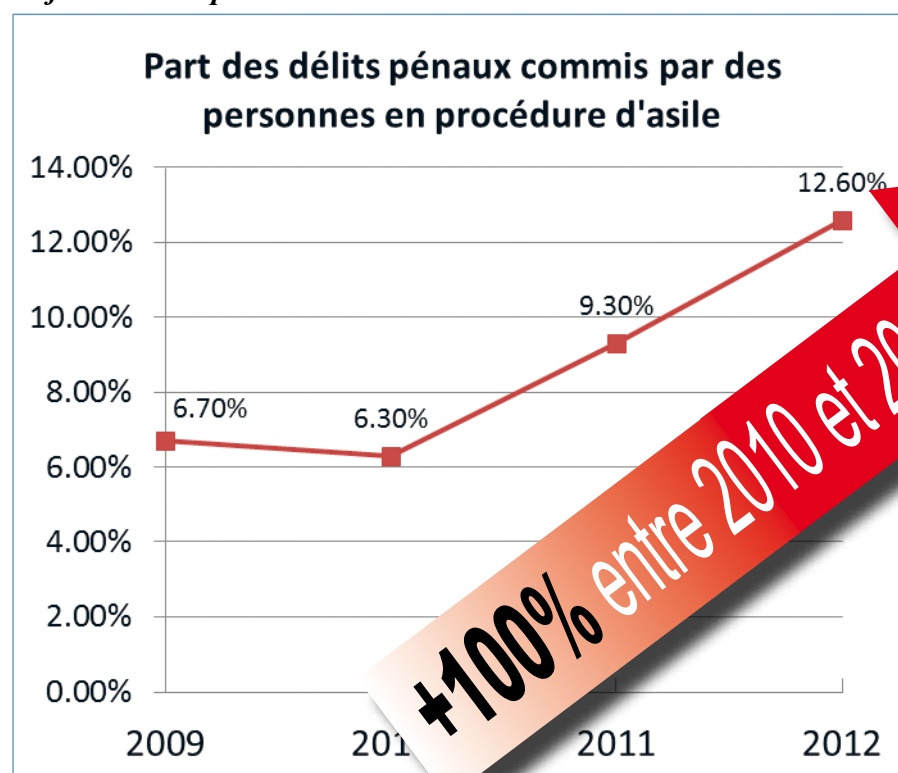
Car cette démarche simple et gratuite (pour le requérant) peut rapporter



*La Suisse est un des pays européens qui accueille le plus de demandeurs d'asile sur son territoire.*



*Depuis 2011, le nombre de délits causés par des demandeurs d'asile africains a explosé.*

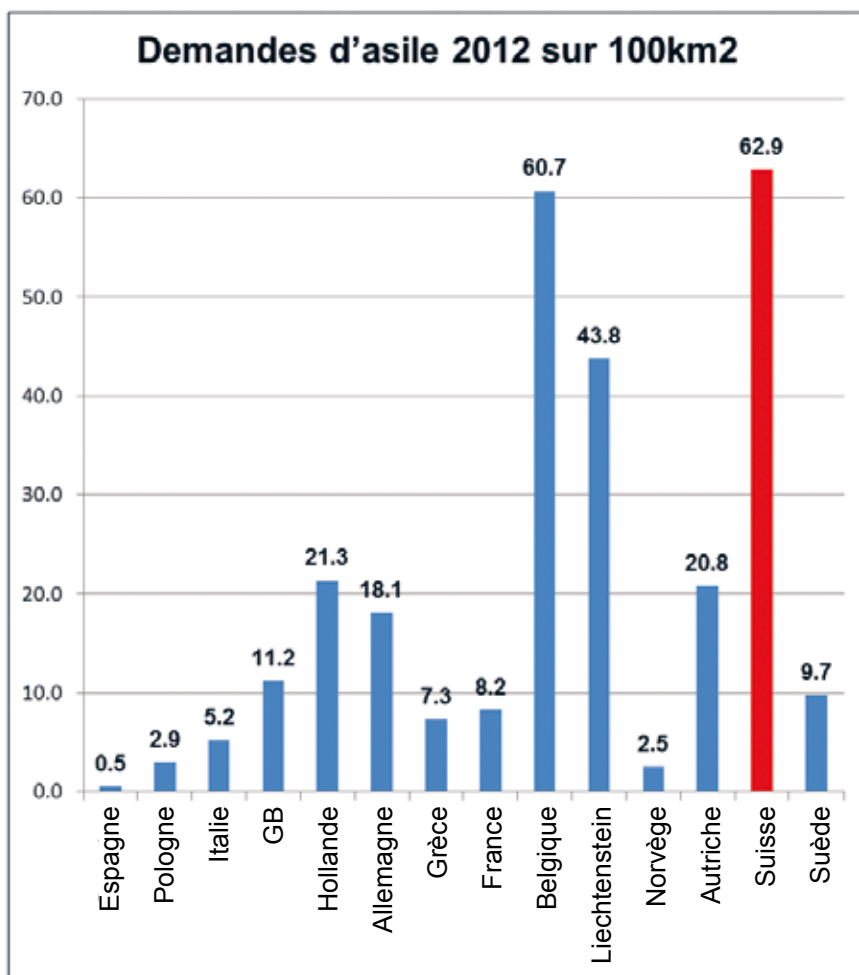
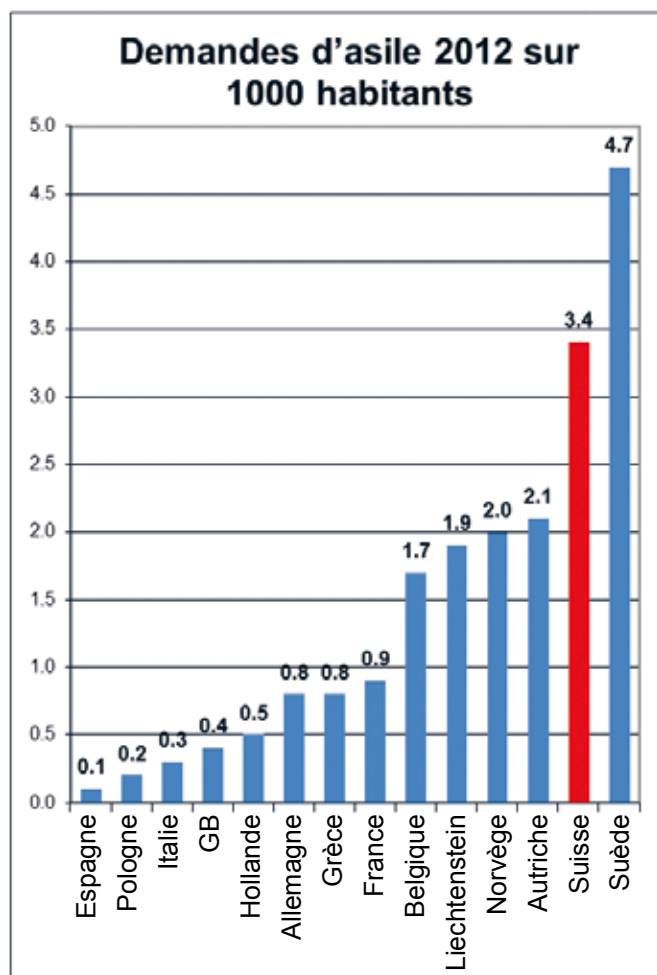


gros : un statut inespéré de résident provisoire légal, un logement malgré la pénurie, des médecins, des avocats, la garantie d'être nourri, vêtu et transporté, le tout à titre gratuit. Qui renoncerait à de tels avantages ? Mais pour celui ou celle qui a choisi la Suisse afin de s'y enrichir, ces avantages ne sont qu'une base minimum, l'activité criminelle s'impose. Selon la statistique criminelle 2012, les candidats à l'asile (40'677 personnes) seraient responsables de 52'526 infractions au Code pénal (7% des 750'371 infractions récentes dans l'année dont la moitié sont commises par des étrangers). Sachant que les statistiques criminelles ne tiennent compte que des condamnations effectivement prononcées par les tribunaux et que moins de la moitié des affaires sont élucidées par la police, un quart seulement en matière de vol, on comprend mieux le lien qui existe entre abus de masse au droit d'asile et aggravation de l'insécurité.

Trois mesures importantes destinées à endiguer le flot des demandes d'asiles



## dans le droit d'asile



*En comparaison européenne, la Suisse assume d'ores et déjà une grosse prise en charge des demandes d'asile. Clairement plus que ses voisins directs, tels que la France, l'Allemagne et l'Italie.*

abusives ont été adoptées par les Chambres fédérales lors de la session

*« Mais pour celui ou celle qui a choisi la Suisse afin de s'y enrichir, ces avantages ne sont qu'une base minimum, l'activité criminelle s'impose. »*

*Yves Nidegger, conseiller national (GE)*

d'automne 2012. Ces mesures qui ne sont de loin pas suffisantes (d'autres parties de la loi sont en cours de réforme) sont toutefois suffisamment utiles et nécessaires pour que 90 organisations de gauche jugent utile de lancer contre elles le référendum. Il s'agit :

1. De ne plus considérer **les sanctions contre les déserteurs** comme une persécution politique donnant droit à l'asile en Suisse. Cette mesure a été prise en réaction aux milliers de déserteurs érythréens qui viennent demander l'asile en Suisse sur cette seule base.
2. De ne plus permettre le dépôt de **demande d'asile dans les ambassades suisses**. Trop incitative, cette particularité unique à la Suisse avait engorgé les re-

présentations suisses qui n'ont pu y faire face laissant des milliers de dossiers non traités.

3. D'ouvrir des **centres à régime plus sévère** pour les requérants récalcitrants ou troublant l'ordre public.

**Gageons que le peuple confirmera le 9 juin 2013 la volonté du parlement d'assainir le droit de l'asile.**



*par Yves Nidegger,  
conseiller national,  
Genève (GE)*

# MEILLEURE FAMILIALE DU MONDE. LA NOUVELLE TOYOTA VERSO.



TOYOTA

ALWAYS A  
BETTER WAY



## DECOUVREZ LA MEILLEURE VOITURE FAMILIALE DU MONDE, A TOUS POINTS DE VUE.

- Sécurité de pointe grâce à 7 airbags, ABS avec répartition électronique de la force de freinage, antipatinage (TRC) et programme de contrôle électronique de la stabilité (VSC+).
- Vaste habitacle modulable, doté de 7 sièges à part entière, pouvant être combinés le plus simplement du monde dans toutes les configurations.
- Très grand toit vitré panoramique laissant pénétrer un maximum de lumière dans l'habitacle pour une nouvelle sensation de liberté.
- Système multimédia Toyota ultramoderne avec écran couleur 6,1", Bluetooth® et caméra de recul de série (à partir de la version Luna).
- Consommation: 4,9 l/100 km seulement pour le moteur 2,0 litres D-4D FAP. Puissance et plaisir routier accrus avec les 177 ch du moteur 2,2 litres D-CAT.

**Toyota Verso dès Fr. 23'300.–** (Cash Bonus de Fr. 3'500.– et prime de reprise de Fr. 1'000.– incl.). **Avec leasing 3,9%: Fr. 244.– par mois.\*** Essayez-la!



toyota.ch

\*Prix de vente net recommandé déduction faite du Cash Bonus et de la prime de reprise\*\*, TVA incl. Verso Terra 1.6 Valvematic, 97 kW (132 ch), 5 portes, boîte manuelle 6 vitesses, Fr. 27'800.– déduction faite du Cash Bonus de Fr. 3'500.– et de la prime de reprise de Fr. 1'000.– = Fr. 23'300.–, mensualités Fr. 244.00.–, Ø consommation 6.6 l/100 km, Ø émissions de CO<sub>2</sub> 154 g/km, catégorie de rendement énergétique D. Ø des émissions de CO<sub>2</sub> de tous les modèles de véhicules immatriculés en Suisse: 153 g/km. Véhicule illustré: Verso Sol 1.8 Valvematic, 108 kW (147 ch), Fr. 38'400.– déduction faite du Cash Bonus de Fr. 3'500.– et de la prime de reprise de Fr. 1'000.– = Fr. 33'900.–, mensualités Fr. 355.00. Conditions de leasing: taux d'intérêt annuel effectif 3.97%, montant mensuel du leasing TVA incluse, assurance casco complète obligatoire, paiement exceptionnel 20%, 5% de dépôt de garantie du montant à financer (mais au moins Fr. 1'000.–), durée 48 mois et 10'000 km/an. Autres variantes de calcul sur demande. Nous n'acceptons pas les contrats de leasing s'ils entraînent le surendettement du consommateur. Ces offres sont valables pour les signatures de contrat avec mise en circulation jusqu'au dimanche 30 juin 2013 ou révocation. Uniquement chez les partenaires Toyota qui participent à la promotion. \*\*A la reprise de votre véhicule actuel (voiture de tourisme) par le partenaire Toyota et l'achat d'une Verso neuve. La prime de reprise est déduite du prix de vente de la Verso neuve.



## Oui à la protection de la sphère privée

**La protection de la sphère privée est l'un des piliers centraux de notre liberté et reflète une vision de l'État typiquement suisse : dans notre pays, ce sont les citoyens et les citoyennes qui sont au premier plan. L'État est là pour servir les citoyens, et non le contraire.** par Thomas Matter, Meilen (ZH)

Jusqu'à présent, c'était clair : l'État n'a pas à se mêler de la sphère privée de ses citoyens, à moins de soupçons fondés d'un crime ou d'un délit. La sphère privée à protéger comprend aussi le domaine financier. C'est pourquoi la Suisse a inscrit le secret bancaire dans la loi en 1934 déjà. Si la sphère privée financière n'est pas protégée, les autres domaines de la sphère privée seront également menacés.

### Secret bancaire en danger

En 2008 encore, le Conseil fédéral qualifiait le secret bancaire de « non négociable ». Le ministre des finances avertissait : « Les pays étrangers se casseront encore les dents sur ce secret bancaire ! » Une année plus tard à peine, la distinction entre soustraction et fraude fiscales était déjà levée vis-à-vis de l'étranger. Peu après, on a même admis les demandes d'informations groupées, sonnante de facto le glas du secret bancaire pour les personnes domiciliées à l'étranger. Et actuellement, notre cheffe des Finances veut déjà plancher sur l'échange automatique d'informations. Or l'échange automatique d'informations met les citoyens à nu !

### Les partis bourgeois veulent protéger la sphère privée

Cette inquiétante évolution a incité le lancement d'une initiative pour la protection de la sphère privée. L'initiative populaire « Oui à la protection de la sphère privée » vise à garantir au niveau constitutionnel ce qui, jusqu'à présent, allait de soi : le droit de toute personne à la protection de sa sphère privée. De manière générale, la Constitution doit garantir la protection de la sphère privée. Cela concerne no-

tamment le secret médical et du pharmacien, le secret de l'avocat et du réviseur, le secret de fonction, le secret professionnel, le secret de l'aumônier et, bien entendu, le secret professionnel du banquier.

### Pas de protection pour ceux qui fraudent le fisc ou pratiquent la soustraction fiscale

Tout comme actuellement le secret bancaire et les lois fiscales, l'initiative populaire « Oui à la protection de la sphère privée » ne cherche pas à protéger les fraudeurs ni ceux qui se soustraient à l'impôt. Si toutefois il existe un soupçon fondé de crime ou de délit, les banques seront tenues d'informer les autorités. La fraude fiscale, qui est justement un tel crime, est poursuivie par l'autorité pénale. La soustraction fiscale est quant à elle poursuivie par l'autorité fiscale.

Comme dans beaucoup d'autres pays, on constate malheureusement en Suisse une tendance fatale, vers des interventions de plus en plus incisives dans



*Thomas Matter est entrepreneur, président de la Neuen Helvetischen Bank AG et du Mattergroup AG ainsi que caissier de l'UDC du canton de Zurich.*

la sphère privée des citoyens. Nous ne pouvons accepter cela. La Suisse s'est toujours battue pour préserver une liberté personnelle la plus étendue possible. Il est désormais temps de laisser parler le peuple. Je vous prie par conséquent de signer l'initiative populaire « Oui à la protection de la sphère privée » (début de la récolte de signatures en été).

# Stop à la taxation abusive des usagers de la route

Lorsque les premières autoroutes ont été construites, en 1964, la route a dû souscrire un emprunt auprès de la Confédération, pour lequel elle devait des intérêts. On a alors commencé à percevoir une taxe spéciale sur le carburant. Cette taxe spéciale a ouvert grand la porte à la taxation abusive du trafic automobile privé.

Ni les associations de défense des automobilistes, ni les partis ne se sont jusqu'à présent opposés efficacement à ce pillage sans retenue du trafic routier. La charge financière sur la circulation privée est exorbitante. Mais cela ne s'arrête jamais : la « faim » des milieux politiques est insatiable. La vignette devrait être augmentée de 150%, de 40 à 100 francs. Le lecteur averti sait l'indignation qui secoue la population rouge-verte dès qu'on évoque une augmentation de 5 ou 6 % du prix du rail.

*« Les milieux politiques se désintéressent de la circulation routière. Les associations de défense des automobilistes doivent agir ! »*

*Ulrich Giezendanner, conseiller national (AG)*

### L'essence bientôt à Fr. 12.-/litre ?

Il y a quelques jours, un professeur EPFZ tenant des propos sans queue ni tête a exigé la fixation du prix de l'essence à Fr. 12.-/litre. Ce professeur financé par les contribuables a été largement soutenu dans son discours par l'ATE. Il n'est guère étonnant que de grands quotidiens aient même consacré leur première page à cet académicien dénué de tout sens des réalités.

L'encombrement des routes suisses est passé, en quelques années, de 5'000 à près de 20'000 heures de bouchons.

Lorsque la population croît, on a besoin d'infrastructures plus importantes – rails et routes ! Pourquoi la population croît-elle plus vite que les infrastructures ? La réponse à cette question est la suivante :

- **près de 90 % du transport de personnes a lieu par la route.** Pourtant, en raison des débats politiques dominés par les idées rouges-vertes suite à l'extinction catastrophique(?) des forêts (qui n'a jamais eu lieu...) on n'a investi qu'au compte-gouttes dans

la construction de routes. Les grands investissements ont été faits pour le rail (Rail 2000, NLFA). Le passage de la route ou rail, en ce qui concerne les transports de personnes, n'a toutefois pas avancé, même après la réalisation des projets ferroviaires.

- **Pour que les véhicules lourds et bruyants disparaissent de la route !** Telle était la devise politico-romantique rouge, verte et gauche libérale dans la campagne de votation relative à la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP). La RPLP a été introduite par décision populaire, suite à des allégations mensongères. Le transport routier rapporte annuellement près de 1,5 milliard de francs RPLP au rail.

Les promesses desdits politiciens n'ont pas été tenues. Le transport routier n'a cessé de croître, malgré ses charges exorbitantes (tout poids-lourd, à vide ou chargé, doit payer environ un franc de RPLP par km. Dans le trafic transalpin, le rail a perdu des parts de marché chaque année, au profit de la route. Malgré ces faits inébranlables, on continue à investir énergiquement dans le rail. Dès que l'on mentionne un deuxième tunnel au Gothard, les milieux rouges et verts tombent dans une hystérie sans commune mesure.

### Synthèse

La circulation routière constitue près de 90 % du trafic total. Le trafic automobile individuel paie dans une large mesure l'infrastructure ferroviaire. En outre, les fonds générés par la route alimentent la caisse fédérale.

Il est temps d'y mettre un terme ! Les milieux politiques se désintéressent de la circulation routière. Les associations de défense des automobilistes doivent agir ! Mais comment ? La réponse est claire : A travers l'initiative « vache à lait ». Ce que la circulation routière paie doit revenir à la circulation routière.



*par Ulrich Giezendanner,  
conseiller national,  
Rothrist (AG)*



Apportez votre contribution en signant l'initiative « vache à lait »

**www.initiative-  
vache-a-lait.ch**



## Positif et négatif de Berne

Durant l'entre-sessions, on perçoit déjà toutes les décisions politiques à venir. Le Conseil fédéral et les commissions parlementaires préparent les objets et posent les bases des décisions qui seront prises dans les sessions. Malgré certains succès, les représentants de l'UDC restent toutefois souvent en minorité sur des questions importantes.

### Ce que l'UDC a obtenu :

#### Loi-cadre sur l'aide sociale rejetée en commission

En Suisse, l'aide sociale est à juste titre de la compétence des communes et des cantons, parce que c'est là qu'on connaît le mieux le contexte et la situation des cas à traiter. Une uniformisation à travers une loi-cadre nationale sur l'aide sociale est inutile. Après l'adoption de cette motion par le National en automne 2012, contre la volonté de l'UDC, la Commission de la santé du conseil fédéral recommande à présent, à juste titre, le rejet de l'intervention parlementaire.



#### Assurer le financement de l'infrastructure routière

Par 15 voix contre 9, la Commission des transports du Conseil national a admis une intervention parlementaire de Ulrich Giezendanner exigeant la constitution d'un fonds pour l'aménagement des infrastructures routières, analogue à celui du trafic ferroviaire. La route serait ainsi enfin dotée de moyens suffisants pour les investissements urgentement nécessaires pour l'avenir.

### Ce dont nous pouvons remercier le centre :

#### Commission contre l'invocation de la clause de sauvegarde

À l'occasion de la consultation de la Commission de politique extérieure par le Conseil fédéral, la majorité s'est prononcée contre le maintien de la clause de sauvegarde à l'égard des pays UE-8 et contre l'invocation de la clause concernant les pays UE-17. La crainte de répercussions négatives sur les relations avec l'UE et la conviction naïve que des mesures d'accompagnement atténueront les effets négatifs de l'immigration l'a une fois de plus emporté. Bien que consciente de l'effet très limité de la clause de sauvegarde, l'UDC est favorable à son invocation, à titre de signal contre l'immigration massive incontrôlée. Par ailleurs, il a toujours été promis au peuple suisse, avant les votations relatives à la libre circulation des personnes, que cette clause serait invoquée en cas d'immigration démesurée. Il convient à présent de respecter cette promesse.

#### Pas de réduction des moyens alloués à l'aide au développement

Dans le cadre des délibérations relatives au paquet de consolidation et de révision des tâches, la Commission de politique extérieure s'est prononcée, par 15 voix contre 9, contre une réduction des moyens destinés à l'aide au développement. Plutôt que de se poser enfin la question de l'effet de ces dépenses annuelles chiffrées en milliards, la majorité de la commission souhaite maintenir ces distributions basées sur le principe de l'arrosoir. L'important, pour elle, est de faire bonne figure à l'étranger, en tant que pays œuvrant à un monde meilleur.



# 14 Shop UDC

## Découvrez le nouveau shop online de l'UDC



Découvrez le shop online de l'UDC Suisse. Plus de vingt articles estampillés du logo SVP UDC vous attendent.

- Vous cherchez des articles professionnels ? L'UDC vous propose un magnifique porte-document pour vos séances ainsi que des cravates élégantes, des montres, des stylos, des pin's et même des stick USB.
- Vous organisez un événement UDC dans votre commune ? Visitez maintenant notre shop online, vous y trouverez tous les articles nécessaires pour que la fête soit belle !

**Visitez maintenant notre shop online et passez directement commande en ligne !**

**ICI VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC  
FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT**

**Votre annonce pleine page lue par 10'000 lecteurs  
romands pour Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande. Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

### IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Grangier | Crédit images: UDC Suisse, Dietschi AG Druck&Medien, Services du Parlement 3003 Berne, Peter Schaub, Karl-Heinz Hug



## Monde professionnel et école obligatoire

La crise économique se prolonge dans de nombreux pays européens. Un rétablissement n'est pas en vue, bien au contraire. Récemment, les médias ont annoncé que le taux de chômage avait atteint 12% dans les pays de la zone euro. La situation est encore plus tragique chez les jeunes: près d'un quart des moins de 25 ans sont au chômage. En comparaison, les conditions en Suisse sont presque paradisiaques: le taux de chômage global est de 3,4%, voire de 3,6% chez les moins de 25 ans.

Cette situation économique et de l'emploi est due essentiellement à la formation et aux capacités des Suissesses et des Suisses. Grâce au système de formation dual, qui combine l'enseignement théorique général à l'école avec la formation pratique dans l'entreprise, nous disposons d'un modèle de formation performant qui a fait la preuve de son efficacité.

Mais nous aurions grand tort de nous reposer sur nos lauriers. De lourdes menaces pèsent sur notre système de formation et, partant, sur l'avenir de notre jeunesse. L'économie et, plus particulièrement, les maîtres d'apprentissage se plaignent de plus en plus souvent de ce que le « bagage » des jeunes sortant de l'école obligatoire est certes plus lourd qu'autrefois, mais qu'il est rempli de détails inutiles, alors que les aptitudes essentielles à la vie professionnelle font défaut. En clair, les connaissances de base, les aptitudes indispensables et la volonté à l'effort des adolescents quittant l'école obligatoire sont en baisse constante. Le fondement nécessaire au succès de la formation professionnelle

à la charge des institutions sociales. Nous autres, chefs d'entreprise suisses, nous voulons éviter un tel développement, mais il faut que l'école obligatoire enseigne aux jeunes les aptitudes et connaissances dont ils ont besoin pour suivre avec succès une formation professionnelle.

L'UDC prend très au sérieux les déficiences du système scolaire suisse. Elle a donc chargé sa commission de la formation d'analyser, de concert avec des entreprises et leurs responsables des apprentis, cette problématique et d'en déduire des solutions utiles.

Un document de fond intitulé « **École obligatoire et formation professionnelle** » a été rédigé en collaboration avec des enseignants, des maîtres d'apprentissage et des entreprises. Nous organiserons un congrès spécial le 15 juin 2013 pour permettre aux membres du parti et à d'autres personnes intéressées d'en discuter en détail (ndlr, voir la page suivante).

Un dernier mot à l'adresse des élus politiques et notamment à ceux parmi eux qui se considèrent comme des spécialistes de l'instruction publique et dont la recette est

toujours la même: injecter plus d'argent dans l'instruction publique, de l'argent qui coule à flot, mais qui sert principale-



*Depuis plusieurs années, l'instruction scolaire s'éloigne des exigences imposées par le monde du travail. En conséquence, les jeunes sont de moins en moins prêts à s'y intégrer.*

ment à donner une mauvaise formation aux enseignants, à mettre en place des concepts scolaires inefficaces, à produire des moyens d'enseignement inutilisables, à payer des théoriciens de la formation aux idées irréalistes et à employer une armée de spécialistes en pédagogie sociale et curative. Bref, cette „recette“ n'est d'aucune utilité pour l'instruction publique, mais elle accélère au contraire son déclin.

L'UDC veut stopper ce développement néfaste en attaquant le mal à la racine. Nous le devons à nos enfants et à nos entreprises d'apprentissage.



*par Adrian Amstutz,  
conseiller national,  
président du groupe,  
Sigriswil (BE)*

**« L'UDC prend très au sérieux les déficiences du système scolaire suisse. Elle a donc chargé une commission d'en déduire des solutions utiles. »**

*Adrian Amstutz, conseiller national (BE)*

le s'effrite. Pour avoir du succès et pour pouvoir créer des emplois, l'économie a absolument besoin de jeunes Suisses bien formés. Faute de les trouver dans le pays, elle est obligée de les chercher à l'étranger, donc de faire venir de la main-d'œuvre étrangère pendant que de nombreux jeunes Suisses risquent de tomber au chômage et



# *Ouvert à tous!*

## **Congrès spécial UDC**

### **15 juin 2013**

**Toutes et tous sont invités,  
les non membres de l'UDC aussi**



Congrès public spécial de l'UDC  
sur la politique de la formation

**Est-ce que l'école obligatoire  
contribue encore à l'avenir  
des jeunes Suisses ?**

A l'occasion de ce Congrès public spécial, l'UDC vous présentera son nouveau document de fond « **Ecole obligatoire et formation professionnelle** » qui est le fruit du travail de la commission d'experts interne au parti conduite par des responsables de l'apprentissage d'entreprises suisses.

**L'heure et le lieu du Congrès spécial de l'UDC vous seront  
communiqués dans le prochain Franc-parler**